



DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES ACHATS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Accord-cadre à bons de commande n°2025-1245

***Prestations intellectuelles d'assistance générale à maîtrise d'ouvrage AMO
(conduite d'opération) pour des travaux de réhabilitation et de construction,
notamment pour les phases « REALISATION » des opérations suivantes :***

***- LOT 1 (n° 2025-1245) : Construction du restaurant TURENNE à l'Académie Militaire de
Saint-Cyr Coëtquidan (AMSCC).***

***- LOT 2 (n° 2025-1203) : Réhabilitation lourde du restaurant l'ETOURDI (Orion) à
l'Établissement Militaire de Lanvéoc-Poulmic (EMLP)***

***Déconstruction/reconstruction du restaurant BEARN à l'Établissement Militaire de Lanvéoc-
Poulmic (EMLP)***

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - GENERALITES	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 - DELAIS	5
ARTICLE 4 - ENVIRONNEMENT ET MESURE DE SECURITE DES LIEUX D'EXECUTION	5
ARTICLE 5 - PRIX	6
ARTICLE 6 - MODALITES DE COMMANDE	6
ARTICLE 7 - REUNIONS DE SUIVI ADMINISTRATIF DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 8 - REMISE DES DOCUMENTS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATION	9
ARTICLE 10 - FACTURATION	9
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE PAIEMENT	10
ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 13 - PÉNALITÉS	11
Absence / retard aux réunions	12
Pénalité de retard dans l'établissement, la présentation et la remise de documents / livrables et ou dans la remise de documents administratifs attendus par l'acheteur	12
ARTICLE 14 - ASSURANCE	12
ARTICLE 15 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
ARTICLE 16 - ENGAGEMENTS DU -TITULAIRE	14
ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EDA	15
ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 19 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	16
ARTICLE 20 - DONNEES PERSONNELLES	16
ARTICLE 21 - LANGUE ET MONNAIE	17
ARTICLE 22 - LITIGES ET DIFFERENDS	17
ARTICLE 23 - DÉROGATIONS AU CCAG	17

ARTICLE 1 - GENERALITES

1.1. Présentation de l'Économat des Armées

L'Economat des Armées (EdA) est un établissement public à caractère commercial (EPIC), centrale d'achat et prestataire de services du Ministère des Armées. L'EdA est spécialisé dans la logistique alimentaire, les fournitures, les services et l'événementiel des forces armées. L'établissement est dirigé par un commissaire général des armées accompagné d'un conseil d'administration.

Suite à la décision de la ministre des armées d'entériner début 2019 un projet de modernisation du service du commissariat des armées portant sur sa fonction restauration / hôtellerie / loisirs, l'EdA se voit confier par une concession de service avec le ministère des armées la responsabilité des travaux de réhabilitation et de construction pour des infrastructures de restauration collective.

1.2. Objet de l'accord-cadre

Dans le cadre de la gestion en concession de 73 emprises militaires, l'EdA souhaite se doter d'un accord-cadre pour des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la conduite d'opération de la phase réalisation des 3 projets immobiliers suivants (et d'éventuelles interventions ponctuelles) :

- LOT 1 : Construction du restaurant TURENNE à l'Académie Militaire de Saint-Cyr Coëtquidan (AMSCC) ;
- LOT 2 : Réhabilitation lourde du restaurant l'ETOURDI (Orion) à l'Établissement Militaire de Lanvéoc-Poulmic (EMLP) ;
- Déconstruction/reconstruction du restaurant BEARN à l'Établissement Militaire de Lanvéoc-Poulmic (EMLP).

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. Il est conclu avec un montant maximum global de 1 000 000,00 € HT par lot sur la durée globale de l'accord-cadre (reconductions incluses).

L'ensemble des acteurs impliqués dans cet accord-cadre sont indiqués dans le CCTP. Les acteurs suivants sont mentionnés dans le présent document :

- l'EdA : le maître d'ouvrage,
- le titulaire : l'attributaire de l'accord-cadre intervenant en tant qu'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage
- le « correspondant du titulaire » : le représentant du titulaire, interlocuteur de l'EdA, en charge de l'exécution de l'accord-cadre.

1.3. Parties contractantes à l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu entre :

- d'une part, le directeur général de l'Économat des Armées, ci-après dénommé « l'acheteur»,
- d'autre part, l'entreprise dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire».

1.4. Forme et nature de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R.2162-2, R.2162-4, R.2162-5, R.2162-6 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre porte sur des prestations intellectuelles.

1.5. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une durée de deux (2) ans.

En raison de son objet et afin de permettre au titulaire de suivre l'exécution des chantiers jusqu'à leur terme, l'accord-cadre est reconductible 2 fois pour la même durée par reconduction tacite soit six (6) ans au total à compter de la notification.

La date de notification constitue la date anniversaire.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les délais d'exécution sont ceux de la durée des projets.

1.6. Périmètre géographique et lieu d'exécution

L'accord-cadre concerne les sites gérés par l'EdA en France métropolitaine sur la zone Bretagne notamment :

Opération	Ville	Nom du restaurant	Début des travaux envisagés
Construction du restaurant TURENNE à l'Académie Militaire	Coëtquidan	Turenne	mi- 2026
Déconstruction/reconstruction du restaurant BEARN à l'Établissement Militaire	Lanvéoc	Béarn	fin2026
Réhabilitation lourde du restaurant l'ETOURDI (Orion) à l'Établissement Militaire	Lanvéoc	Orion	mi 2026

Les prestations s'exécutent majoritairement sur les sites, dans les locaux du titulaire et dans ceux de l'EdA situés à Pantin.

1.7. Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du CCP, le présent accord-cadre peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- modification des profils attendus ;
- ajustement des modalités d'exécution, en raison de paramètres non prévisible à la date de contractualisation;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire¹, à certaines conditions²;
- prolongation de la durée de l'accord-cadre.

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au Titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-après, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

2.1. Pièces particulières

Le présent accord-cadre est régi par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière pour chaque lot, dûment remplis, datés et signés des deux parties ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 2 lots ;

¹ Fusion, acquisition, absorption

² À condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux

- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux 2 lots ;
- 4) L'offre commerciale remise par le titulaire au titre de l'accord-cadre ;

Les pièces 1) à 4) sont établies en un exemplaire original, elles sont conservées dans les archives de l'acheteur et font seules foi.

Les programmes des opérations sont mis à disposition du titulaire en début d'exécution de l'accord-cadre.

2.2. Pièces générales

L'accord-cadre est régi par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

2.3. Exhaustivité des pièces

Les dispositions de l'accord-cadre prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre, sauf accord exprès de l'acheteur. Il en est de même, et sans que cette liste ne soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, documents commerciaux, devis...

ARTICLE 3 - DELAIS

Sauf précision écrite au cas par cas apportée par l'EdA, les délais maximums de remise des livrables sont les suivants :

Missions	Livrables	Délais
Missions 10, 11, 12 et 13	Livrables précisés dans le bon de commande	Délais précisés dans le bon de commande ou le CCTP

En cas de non-respect des différents délais associés à la remise des livrables documentaires indiqués ci-dessus, l'EdA se réserve le droit d'appliquer des pénalités par jour calendrier de retard comme indiqué à l'article 13.

ARTICLE 4 - ENVIRONNEMENT ET MESURE DE SECURITE DES LIEUX D'EXECUTION

L'attention du titulaire est attirée sur la réglementation spécifique, les contraintes et obligations inhérentes à l'exécution de prestations dans les enceintes militaires. Des conditions restrictives d'accès et de circulation sont notamment de nature à influencer sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre.

4.1. Conditions d'accès aux sites

Chaque représentant du titulaire (personnel propre au titulaire ou sous-traitant) amené à se rendre sur site, doit être dûment autorisé par un représentant du site préalablement à sa prise de fonction sur le lieu d'exécution de la prestation.

Afin de faciliter l'accès du titulaire sur les sites, il importe que les effectifs de l'entreprise soient stables et bien encadrés.

La liste du personnel est communiquée à l'EdA au plus tard une semaine après la notification du bon de commande. Afin de permettre aux intervenants d'avoir accès aux sites de l'EdA, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à communiquer la liste nominative des participants aux différentes interventions (nom, prénom, date et lieu de naissance, numéro et date de délivrance de la carte d'identité ou du passeport des intéressés ainsi que tout autre document demandé par la personne publique).

Ne peuvent pénétrer et circuler sur les sites que les représentants du titulaire dûment habilités par les services de sécurité du site *bénéficiaire de la prestation*.

Les conditions de circulation à l'intérieur des sites sont précisées par le directeur du site concerné.

Les raisons des décisions de refus ou de retrait d'un accès du titulaire ne sont pas communiquées au titulaire.

4.2. Mesure de sécurité et de sureté

Le personnel doit se conformer aux règles et consignes de sécurité en vigueur sur les sites et se soumettre à tout contrôle d'entrée et de sortie par le poste de sécurité.

Pour chaque site relevant du ministère des armées, l'attention du titulaire est attirée sur la réglementation spécifique, les contraintes et obligations inhérentes à l'exécution de prestations dans des enceintes militaires. Des contraintes opérationnelles, des conditions restrictives d'accès (agrément) et de circulation sont notamment de nature à influencer sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 - PRIX

L'accord-cadre est traité à prix unitaires.

Ils comprennent :

- la prestation,
- les taxes fiscales et parafiscales,
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du titulaire sur le siège de Pantin ou sur site,
- les frais liés à la production et la délivrance des livrables.
-

Les prix sont fixés par le titulaire dans l'Etat des prix forfaitaires (EPF)/Bordereau des prix unitaires (BPU) en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le prix des prestations de suivi d'exécution est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, soit le mois de la remise de l'offre.

5.1. Montants des prestations telles que définies au CCTP

L'accord-cadre est à bons de commande avec un montant maximum global de 1 000 000 € HT pour chaque lot sur la durée globale de l'accord-cadre (reconductions incluses).

5.2. Périodicité et modalité de la révision

La révision est effectuée, annuellement, à la date d'anniversaire du marché, par application au prix du marché d'un coefficient de révision, donné par la formule :

$$C = 0.125 + [0.875 \times (I_m / I_0)]$$

dans laquelle :

« C » est le coefficient de révision à appliquer au prix initial du marché,

I_m et I₀ sont les valeurs prises par l'index ingénierie SYNTEC, respectivement au mois m0 (mois de remise de l'offre) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit : dernier indice connu lors du calcul annuel du coefficient de révision. La révision se fait sur les prix de chaque phase. Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 6 - MODALITES DE COMMANDE

Chaque bon de commande émis en application de l'accord-cadre ne peut être notifié que pendant la période de validité de celui-ci.

6.1. Transmission de la demande de devis

Préalablement à la commande, l'acheteur transmet au titulaire de l'accord-cadre une demande de devis ou EBE par écrit (courriel ou courrier) qui correspond au chiffrage de la mission attendue en se référant aux typologies de missions et aux valeurs du BPU de l'accord-cadre.

Cette demande spécifie la nature et l'étendue des prestations à réaliser ainsi que la date prévisionnelle d'achèvement des prestations, ou le délai d'exécution impératif à dater de l'émission du bon de commande.

Le point de départ du délai pour l'établissement du devis est la date de réception par le titulaire.

Dans le cas de l'utilisation de la messagerie électronique, le titulaire a l'obligation de répondre à l'acheteur par l'envoi d'un courriel confirmant le reçu et la prise en compte de la demande de devis valant accusé de réception.

6.2. Contenu du devis

Le devis détaillé doit comprendre obligatoirement les éléments suivants :

- référence du BPU (n° de ligne), libellé des prestations (prix unitaire € HT), quantités, prix total € HT du devis ;
- majorations et remises figurant au BPU ;
- montant total en € HT après majorations et rabais, montant de la TVA, total en € TTC ;
- dates possibles pour le début des prestations ;
- délai d'exécution évalué par le titulaire ;
- les éventuelles demandes d'acceptation de sous-traitants nouveaux et d'agrément des conditions de paiement par acte spécial joint en annexe à l'acte d'engagement.

En cas de demande d'intervention urgente, cette mention est portée explicitement par l'acheteur sur la demande de devis.

6.3. Durée de validité du devis

L'acheteur dispose d'un délai maximum de quatre-vingt-dix jours pour accepter le devis et émettre le bon de commande. Au-delà de ce délai, le titulaire n'est pas tenu.

Les frais afférents à l'établissement du devis sont à la charge du titulaire. En cas de non confirmation, il n'y a pas lieu à indemnité pour l'entreprise.

6.4. Acceptation du devis

L'acceptation du devis par l'acheteur se fait par la notification du bon de commande qui intègre les références de l'accord-cadre et du devis. Cette notification vaut ordre de réalisation des travaux mentionnés au devis.

L'acheteur se réserve le droit de négocier les termes du devis et de la proposition du titulaire notamment quant aux profils, à la durée et aux montants proposés.

6.5. Émission du (des) bon(s) de commande

Les bons de commande sont établis sur la base des devis transmis par le titulaire et validés par l'acheteur où figurent les prix mentionnés à l'annexe financière et le montant exact des prestations.

Le bon de commande est transmis par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception en un exemplaire au titulaire préalablement à l'intervention de celui-ci.

Le titulaire doit se conformer strictement à l'étendue et/ou aux limites des prestations fixées sur le bon de commande.

Le bon de commande comprend notamment :

- le numéro de l'accord-cadre, son objet et le nom du titulaire ;
- les numéro et date d'émission de la commande ;
- les date de commencement et délai d'exécution ;
- les taux et montant de la TVA ;
- les montants totaux € HT et € TTC de la commande ;
- les nom et coordonnées (téléphone et adresse électronique) de la personne chargée du suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cadre du bon de commande, les délais de chaque mission sont fixés par l'acheteur. Le démarrage de chaque phase de la mission de base est matérialisé par l'émission d'un bon de commande comprenant une ou plusieurs missions, par tout moyen permettant d'attester sa date de réception (télécopie, email, portail de commandes, ...) par le titulaire pendant la période de validité du bon de commande.

Le point de départ des durées ou délais d'exécution est la réception par le titulaire du bon de commande, ou à défaut, de l'ordre de service.

Ce point de départ doit impérativement coïncider avec la remise au titulaire de l'ensemble des données nécessaires à l'étude concernée. Dans le cas où les données sont fournies ultérieurement, le point de départ du délai d'exécution de la mission est reporté à la date de réception par le titulaire de ces données nécessaires à la réalisation de la mission.

Chaque mission débute à la réception du bon de commande, ou à l'achèvement de la mission précédente lorsque plusieurs missions s'enchaînent, et s'achève à la remise des livrables validés par l'acheteur.

ARTICLE 7 - REUNIONS DE SUIVI ADMINISTRATIF DE L'ACCORD-CADRE

En outre des réunions mentionnées au CCTP, les réunions suivantes sont organisées par l'acheteur étant précisé que la présence du correspondant du titulaire à l'ensemble des réunions est impérative :

- une réunion de lancement à la notification de l'accord-cadre ;
- une réunion annuelle de suivi au cours de laquelle le titulaire doit fournir un état détaillé des consommations passées dans le cadre de l'accord-cadre et signaler les difficultés. Dans le cas où la mission confiée a un délai d'exécution inférieur à un an, la fréquence des réunions de suivi est ramenée au trimestre.

Il est attendu du titulaire, en amont de chaque réunion, un tableau récapitulatif :

- les prestations effectuées,
- les lignes du BPU utilisées,
- Les montant total en € HT et en € TTC des prestations par demande.

Les convocations sont transmises par écrit par l'acheteur avant la tenue de la réunion.

En cas d'absence ou de retard non accepté par l'EdA à l'une de ces réunions, il est fait application des pénalités prévues au présent CCAP.

ARTICLE 8 - REMISE DES DOCUMENTS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Dans le cadre de l'accord-cadre, un certain nombre de documents sont à remettre par le titulaire à l'acheteur. En cas de retard dans la fourniture ou dans la forme de transmission de ces documents, des pénalités s'appliquent conformément aux stipulations du présent CCAP.

8.1. Format de transmission des documents et clause environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental. Tous les documents livrables doivent être mis à disposition au format dématérialisé (format .xls, .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

8.2. Délais de remise des documents

Désignation des documents	Délais
Informations relatives aux personnels à habiliter pour accéder aux sites	48 heures à compter de la demande faite par l'acheteur
Tous les documents relatifs à l'accord-cadre à restituer en fin de contrat	1 mois avant la fin de l'accord-cadre.
Devis	7 jours calendaires à compter de la demande de chiffrage faite par l'acheteur par courriel

ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATION

L'évaluation de la qualité des livrables est faite contradictoirement par l'EdA et le titulaire.

9.1. Opérations de vérification

Les modalités de vérification sont conformes aux dispositions de l'article 28 et suivants du CCAG-PI.

9.2. Réception des prestations (article 29 CCAG-PI)

L'acheteur prononce la réception des prestations uniquement si elles correspondent aux stipulations de l'accord-cadre et au contenu du bon de commande. La réception des prestations permet le paiement de ces dernières.

9.3. Ajournement (article 29 CCAG-PI)

Si la qualité du travail réalisé est jugée insuffisante par l'EdA et que des corrections ou compléments sont nécessaires avant réception, un délai de quinze (15) jours calendaires est accordé au titulaire afin remédier aux insuffisances constatées et de fournir un livrable conforme au marché et au contenu du bon de commande.

9.4. Réception avec réfaction (article 29 CCAG-PI)

Si la qualité du livrable s'avère insuffisante (réserves) eu égard aux conditions prévues au marché et au contenu du bon de commande mais que ce dernier peut être utilisé en l'état, l'acheteur fait connaître au titulaire son intention de réceptionner le livrable avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

L'EdA notifie au titulaire par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception par le destinataire de la décision de réfaction. Le titulaire dispose du délai indiqué dans cette décision pour présenter ses arguments. Passé ce délai et éventuellement après prise en compte des observations émises, la réfaction, exprimée en pourcentage de la prestation attendue, s'applique.

9.5. Rejet des prestations (article 29 CCAG-PI)

Lorsque l'acheteur juge que les prestations ne sont pas conformes aux besoins et que ces dernières ne permettent pas (ou plus) un ajustement ou une réfaction, il notifie une décision de rejet et applique une pénalité.

ARTICLE 10 - FACTURATION

10.1. Modalités de facturation des prestations

La facturation est mensuelle ou précisée au bon de commande, et les modalités de règlement des prestations sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG PI.

10.2. Émission et envoi de la facture

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

10.3. Descriptif de la facture

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le code service : **DFR_CCN**
- la référence du marché (numéro et date) ;
- le n° de SIRET de l'EdA (542 085 907 00013) ;
- les prestations réceptionnées ;
- le montant hors taxes ;
- les taux et montant des taxes ;
- le montant total en € HT et en € TTC des prestations réceptionnées ;
- la date de facturation.



Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable de l'acheteur - est allongé et la mise en règlement retardée.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement des prestations ne peut s'effectuer qu'après vérification par l'acheteur ou son représentant de la conformité entre la facture émise par le titulaire et les prestations réellement réalisées sur site. L'acheteur ou son représentant certifie le service fait sur la facture.

11.1. Délais de paiement

Les factures établies par le titulaire sont réglées dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement (soit la facture, sous réserve de l'acceptation par l'acheteur du service fait) ou d'acceptation si celle-ci est postérieure.

Les factures émises par l'acheteur sont réglées par le titulaire dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement.

11.2. Modalités de paiement

Le mode de règlement est le virement établi par la Direction Financière de l'EdA au profit du compte bancaire du titulaire (indiqué dans son offre). Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance de l'acheteur par le titulaire, et formalisée par la transmission d'un RIB.

11.3. Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours suivant la réception de la facture conforme, des intérêts moratoires sont dus au titulaire ; le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. En outre, la partie n'ayant pas honoré son paiement dans les délais, est

tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

11.4. Nantissement et cession de créance

L'acheteur délivre au titulaire, sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre en nantissement. Toute cession de créances est directement notifiée au comptable de l'acheteur par l'établissement cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Si cet exemplaire ou ce certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant de l'accord-cadre.

L'acheteur ne peut accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

11.5. Acomptes et avances

Aucun acompte n'est octroyé.

Sur établissement d'une facture d'avance par le titulaire, l'acheteur peut autoriser le versement d'avances au titulaire dans la limite de 5 % du montant du bon de commande concerné et selon les modalités prévues au code de la commande publique (CCP).

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et aux dispositions des articles R. 2193-1 et suivants du CCP relatifs à la sous-traitance, le titulaire est autorisé à sous-traiter partiellement l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre. Le titulaire doit dans cette hypothèse faire accepter chaque sous-traitant notamment au regard des règles d'habilitation et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par l'acheteur.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution des prestations. Le titulaire adresse à l'acheteur dans les dix (10) jours calendaires suivant la notification, l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels. Les délais et procédures restent les mêmes en cas de sous-traitant déclaré postérieurement à la notification. Tout retard peut donner lieu à l'application d'une pénalité dont le montant et les modalités de calcul sont définis à l'article 13 du CCAP.

ARTICLE 13 - PÉNALITÉS

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent accord-cadre donne lieu à pénalisation conformément à l'article 14 du CCAG PI. Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

L'application de pénalités donne lieu à une notification préalable expresse au titulaire lui ouvrant un délai de dix jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. En ce qui concerne les pénalités calculées en heures, celles-ci sont calculées à compter de la fin du délai mentionné.

Absence / retard aux réunions

En cas d'absence (un retard de plus de 15 minutes est considéré comme une absence) aux réunions auxquelles le Titulaire est convoqué, aux opérations préalables à la réception des travaux, aux états des lieux, et à toute réunion provoquée par le Maître d'Ouvrage concourant au bon déroulement de l'opération, une pénalité de 500 € est appliquée par intervenant absent.

Ces pénalités sont automatiquement appliquées au membre du groupement qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous fixés.

Sont considérés comme absents toute entreprise ou sous-traitant représenté par une personne non qualifiée ou insuffisamment au courant du chantier.

Pénalité de retard dans l'établissement, la présentation et la remise de documents / livrables et ou dans la remise de documents administratifs attendus par l'acheteur

En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des documents prévue au Contrat ou au bon de commande, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à 100 €.

Cette pénalité s'applique du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage, sans qu'il soit besoin de formaliser aucun acte, aucune information, ni aucune décision du Maître d'ouvrage.

Sans préjudice d'autres cas qui pourraient trouver à être considérés comme relevant de la force majeure, le titulaire n'encourt pas de pénalités s'il peut démontrer que le dépassement de délai a pour origine une faute de l'EdA.

ARTICLE 14 - ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'une police d'assurances couvrant les conséquences des éventuels dommages dont il aurait à répondre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire qui ne fournit pas l'attestation dans les délais indiqués peut voir l'accord-cadre résilié à ses torts.

ARTICLE 15 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

15.1. Droits immatériels sur les résultats

Conformément au chapitre 35 du CCAG-PI, tous les éléments créés, pour les besoins de l'acheteur, par le titulaire lors de la préparation et de l'exécution du marché sont des objets de propriété de l'acheteur. Ces éléments sont désignés par le terme « résultat ». Un résultat peut être de toute nature, de toute forme et fixé sur tout support. Un résultat peut être, notamment, une œuvre de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), une bases de données, une marque, un dessin ou modèle, nom de domaine ou autre signe distinctif, une invention brevetable ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, une donnée ou une information, et plus généralement tout élément protégé ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

15.2. Droits antérieurs à la préparation et à la passation du marché

Conformément à l'article 34 du CCAG-PI, le titulaire et l'acheteur conservent l'ensemble des droits dont ils étaient titulaires avant les procédures de préparation et de passation du marché. Les supports de formation demeurent de l'entière propriété de leur auteur, qu'importe le moment où ils ont été créés.

Dès lors que le titulaire utilise un élément sur lequel porte un droit de propriété intellectuelle, il s'assure qu'il est autorisé à le faire et que l'acheteur peut utiliser et faire utiliser cet élément pendant toute l'exécution du marché et après son terme dès lors que cet élément lui est nécessaire.

15.3. Cession exclusive des droits sur les résultats

Le titulaire accorde à l'acheteur, à titre exclusif, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats objets de droit de propriété intellectuelle, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes.

15.3.1 Cession exclusive

Les droits de propriété intellectuelle sur lesdits résultats sont cédés à titre exclusif.

Il est, ainsi, dérogé aux articles 35.2.1., 35.2.2., 35.3.1., 35.3.2 du CCAG-PI en ce que le titulaire n'est pas autorisé à faire une utilisation desdits résultats autre que celle nécessaire à la préparation et à l'exécution du marché public.

15.3.2 Finalité de la cession

Outre la bonne exécution du marché, la finalité de la cession desdits droits est notamment la suivante :

- publier et utiliser des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications ;
- publier et utiliser des documents finaux, tels que des rapports, des supports techniques, documentaires ou contractuels ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de ces résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats objet de propriété intellectuelle à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

En ce qui concerne les droits sur les logiciels, l'acheteur a la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source.

15.3.3 Droits cédés

Le titulaire cède à titre exclusif à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur portant sur les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Cette cession des droits vaut pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités susmentionnées.

- Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.
- Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public desdits, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

- Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des éléments, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

Le prix de la cession des droits est compris dans le montant du marché.

15.4 Garantie

Les dispositions de l'article 30 du CCAG-PI s'appliquent.

Le titulaire assure qu'il possède la totalité des droits sur les résultats et sur les éléments nés en dehors du cadre du marché. Il garantit à l'acheteur la jouissance entière, paisible et libre des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions et notamment :

- que l'utilisation des résultats ne constitue pas un acte de contrefaçon ;
- que l'incorporation d'autres éléments permettent l'exploitation desdits résultats par l'acheteur ;
- qu'il n'a introduit dans son travail aucune réminiscence ou ressemblance pouvant violer les droits d'un tiers.

Le titulaire garantit l'acheteur contre toute action, réclamation, revendication, éviction quelconque, de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle auquel lesdits résultats auraient porté atteinte, ou un acte de concurrence déloyale et/ou parasitaire.

En conséquence, le titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toute réclamation et/ou procédure formulée contre l'acheteur, et qui se rattacherait directement ou indirectement aux résultats.

À cet effet, le titulaire s'engage à intervenir volontairement si nécessaire à toutes les instances engagées contre l'acheteur.

ARTICLE 16 - ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

16.1. Obligation de résultat

Quel que soit le niveau de complexité, le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations prévues au marché et listées dans les bons de commande émis par l'EdA.

16.2. Devoir de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte envers l'acheteur s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre du projet. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. L'EdA décide ensuite de donner suite ou non à ces observations et propositions.

16.3. Changement dans la situation du titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'EdA, par écrit et dans les meilleurs délais, des modifications survenant après la notification de nature à avoir un impact sur les délais de paiement (adresse de la société, domiciliation bancaire, numéro de SIRET...).

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire entraîne la suspension du délai réglementaire de paiement.

16.4. Conflit d'intérêt

Le titulaire prend toute mesure nécessaire pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective de l'accord-cadre, ceci valant notamment dans le cas où sont attendues de sa part des prestations de conseil et/ou d'assistance.

Dans ce cadre, il prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que :

- des situations de conflit entre les missions confiées au titre de l'accord-cadre et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions ;
- ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire informe sans délai et par écrit l'EdA de l'existence dudit conflit et prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

L'EdA se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

16.5. Obligation de confidentialité et discrétion

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-PI s'appliquent.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution des prestations, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'acheteur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de défense, le titulaire doit observer les dispositions particulières que l'EdA lui a communiquées. Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses préposés les règles en vigueur sur les sites où il a accès pour l'exécution des prestations. Il ne peut donc prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

L'EdA se réserve le droit de refuser l'accès à tout préposé du titulaire pour des raisons liées à la sécurité ou à la sûreté.

En cas de violation des obligations et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, les accords-cadres peuvent être résiliés aux torts du titulaire conformément aux articles 36 et suivants du CCAG-PI.

16.6. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité des prestations. En conséquence, il est le seul responsable, s'il en est à l'origine, des dommages que celles-ci peuvent causer directement ou indirectement:

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens et aux biens appartenant à l'EdA.

ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EDA

17.1. Obligations d'information et de confidentialité

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des missions qui lui sont confiées, toutes les informations nécessaires qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à garantir le succès du projet. L'EdA est tenu d'informer le titulaire des modifications substantielles du contexte du projet ou de ses conditions de mise en œuvre.

L'EdA s'engage à ne pas divulguer d'informations couvertes par le secret des affaires ou aux conditions d'exécution du titulaire.

17.2. Droit de récuser du personnel du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, l'EdA se réserve le droit de récuser les personnels du titulaire qui s'avèrent inadaptés à l'exécution de la prestation sans avoir à fournir de justification. En cas de faute, l'acheteur peut exiger le départ immédiat de l'intervenant concerné. Le titulaire doit procéder au remplacement des personnels recusés. Il ne peut prétendre ni à une prolongation du délai d'exécution, ni à une indemnisation.

En cas de récusation, une personne de niveau de qualification équivalent ou supérieur doit impérativement être désignée par le titulaire en remplacement, sans modification de prix et de délai, de façon à ce que ledit remplacement n'impacte en rien l'exécution des prestations.

ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE

Pendant toute la durée de l'accord-cadre et après son expiration, le titulaire est tenu au secret professionnel absolu sur toutes les informations ou pratiques commerciales dont il peut avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations. Il se porte fort du respect de cette obligation pour tous ses personnels ; il est responsable de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'inobservation par l'un d'entre eux de cette disposition.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution des prestations, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors des marchés ou à l'issue de leurs exécutions.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnels, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui leurs auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

ARTICLE 19 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au « Chapitre VII « Résiliation de l'accord-cadre » du CCAG-PI.

En sus des cas supra, l'accord-cadre peut être résilié en Cas de l'arrêt ou d'une modification structurelle de l'activité de l'EdA :

L'accord-cadre est résiliable unilatéralement par l'acheteur de plein droit, sans indemnités pour perte de chiffre d'affaire, dans le cas d'une décision d'arrêt ou de modification structurelle majeure de son activité industrielle et/ou commerciale, sous réserve du respect par l'EdA d'un préavis de trois mois. Le paiement dû au titulaire au titre des prestations effectuées est apprécié par l'acheteur au cas par cas, soit selon chaque bon de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel

ARTICLE 20 - DONNEES PERSONNELLES

20.1. Obligation des parties

Au sens de la réglementation française et européenne, est considérée comme une donnée personnelle toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Les parties respectent la réglementation relative à la protection des données personnelles, en particulier le *Règlement européen de protection des données personnelles* (RGPD) 2016/679 du 27 avril 2016 ainsi que les dispositions législatives et réglementaires françaises relatives à la protection des données personnelles. A ce titre, elles s'engagent à mettre en place des mesures techniques et organisationnelles aux fins d'assurer le droit

des personnes dont les données sont collectées, ainsi que la sécurité et de la confidentialité des données collectées.

Les parties conviennent que les données personnelles ne peuvent être traitées que conformément aux finalités qui ont justifié leur communication à l'autre partie. Les parties s'interdisent notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

20.2. Protection des données personnelles

Les données à caractère personnel ne peuvent, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autres que celles qui seraient éventuellement prévues au titre du présent accord-cadre, de la part d'un sous-traitant ou d'une personne agissant sous l'autorité du titulaire.

En conséquence, le titulaire s'engage à :

- ne procéder à des traitements de données à caractère personnel que sur instruction de l'acheteur, et s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes aux instructions écrites de l'acheteur ou étrangers à l'exécution du présent accord-cadre, et en particulier à ne faire aucun usage personnel, y compris commercial, des données à caractère personnel transmises ou collectées auprès de l'acheteur ou à l'occasion de l'exécution dudit accord-cadre ;
- ne conserver les données à caractère personnel traitées, sous une forme permettant l'identification des personnes, que le temps nécessaire à l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, sous réserve d'être en mesure de respecter ses propres obligations ;
- communiquer, au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la demande de l'acheteur, toutes les informations permettant à l'acheteur de satisfaire à une demande de droit d'accès et de communication aux données à caractère personnel traitées pour son compte par le titulaire, émanant de la personne concernée, et à informer sans délai l'acheteur de toute demande qui lui serait adressée directement.

ARTICLE 21 - LANGUE ET MONNAIE

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein de l'accord-cadre, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Tous les livrables doivent être fournis en langue française (documentation, manuel, guide...).

Le titulaire est informé que l'acheteur conclut le marché dans l'unité monétaire suivante : euro (unité monétaire de l'accord-cadre).

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

ARTICLE 22 - LITIGES ET DIFFERENDS

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 23 - DÉROGATIONS AU CCAG

Articles CCAP	Articles CCAG-PI	Intitulés
Article 15.3.1 Cession exclusive	35.2.1	Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique
	35.2.2	Résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques

	35.3.1	Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.
	35.3.2	Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur